

Déclaration liminaire au CSA SD jeudi 2 avril

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames et messieurs les membres du CSA SD,

La politique néolibérale mise en place par Emmanuel Macron et le gouvernement utilise la baisse démographique pour réduire les moyens alloués à l'École Publique. Ce qui se traduit dans le 1^{er} degré par la suppression de 1891 postes au niveau national, 20 postes de moins dans notre département et 36 au niveau académique ; des fermetures massives de classes : plus de 150 pour seulement une soixantaine d'ouvertures dans les Bouches du Rhône. Or, la baisse démographique pourrait être un puissant levier pour améliorer le système éducatif français qui, rappelons-le, est l'un des pays européens dans lequel les effectifs sont les plus chargés. Toutes les études internationales le montrent : la baisse du nombre d'élèves par classe a des effets positifs sur leurs apprentissages à condition de laisser la main aux professeurs. Le maintien des postes actuels permettrait d' : améliorer le remplacement, de reconstruire les RASED, de rendre l'école réellement inclusive, de redéployer des enseignantes et enseignants surnuméraires. Un programme bien ambitieux, en somme. Par voie de conséquence, cela améliorerait, bien évidemment, les conditions de travail des maîtres.ses. Car, un.e enseignant.e ne se lève pas le matin avec enthousiasme pour faire passer des évaluations nationales imposées au nom d'une pseudo efficacité. Ce qui le meut véritablement, c'est de voir ses élèves progresser, réussir, de voir, et il est bon de le rappeler dans cette période aussi morose, car cela arrive encore, le plaisir d'apprendre et de comprendre dans leurs yeux. Hélas, les visées à court terme de notre gouvernement font s'éloigner davantage cette satisfaction, pleine et entière, d'avoir fait du bon travail. Car tout le monde l'aura évidemment compris : des classes surchargées ne résoudront en rien la crise des vocations. Bien au contraire. Des classes surchargées ne résoudront en rien le mal être des enseignant.es de plus en plus prégnant. Bien au contraire. Avec cette réduction drastique des postes, nous continuerons donc à accompagner davantage nos collègues au service Ressources Humaines ici même. Nous le faisons d'ailleurs de plus en plus régulièrement. Ce ne sont pas nos collègues qui sont de plus en plus malades. C'est le travail effectué dans des conditions de plus en plus dégradées qui les rendent ainsi. Makarenko disait déjà au sujet de l'école inclusive : « Les élèves sont malades ? Soignez le milieu ! » Eh bien, si nous faisons un parallèle, il est urgent que le ministère soigne les conditions de travail de nos collègues et ils et elles iront mieux !

Que le gouvernement arrête de considérer l'Education nationale comme un coût mais plutôt comme un investissement. D'ailleurs, Julien Grenet, chercheur au CNRS, affirme, étude à l'appui, qu'à long terme le maintien du nombre de postes serait bénéfique financièrement pour l'Etat. Des élèves qui réussissent mieux à l'école, ce sont des personnes mieux payées et donc qui rapporteraient davantage de recettes fiscales.

Ce budget ne fera également qu'amplifier le manque de moyens criants pour une école inclusive digne de ce nom. Alors que la rencontre avec des élèves en situation de handicap devrait être une chance, elle se transforme en souffrance à tous les étages : pour l'élève en situation de handicap, pour ses parents, pour les autres élèves de la classe, pour les

professeurs, pour les AESH. Et c'est inadmissible ! Nous continuons à réclamer un statut, un vrai salaire et une formation de qualité pour les AESH. Un budget en berne ne fera que dégrader la prise en charge de la difficulté scolaire, qu'accentuer les problématiques de pauvreté, de violence, d'isolement affectif et social.

La France est l'un des pays européens où la corrélation entre origine sociale et réussite scolaire est la plus forte. Jean- Paul Delahaye, ancien Inspecteur général de l'Education nationale, titrait l'un de ses livres « L'école n'est pas faite pour les pauvres ». Avec les fortes coupes budgétaires, elle le sera encore moins et c'est inacceptable !

Un autre budget serait également possible. Alors que la pauvreté et les inégalités explosent en France, les orientations du gouvernement actuel pour le budget 2026 attaquent violemment tous les leviers de la redistribution des richesses et cherchent à faire payer aux travailleur.ses du public comme du privé, aux retraité.es, aux chômeur.ses, aux malades le déficit créé par une politique de l'offre faite de cadeaux aux plus riches, aux grandes entreprises et à leurs actionnaires.

Nous réclamons un moratoire sur les fermetures de postes ainsi qu'un plan pluriannuel de recrutement des enseignant.es au niveau national.

Nous vous demandons, M. le Directeur académique, de revenir sur la départementalisation des brigades dans le 13 qui a fortement mobilisé les enseignant.es. Le DASEN du 06 l'a fait. Nous savons donc qu'il est possible pour vous de revenir en arrière. Maintenir cette décision, ce serait là, selon nous, rajouter de la difficulté à la difficulté, pour une profession déjà bien éprouvée.

Le retour des seuils est une bonne base de travail pour étudier les fermetures. Mais nous regrettons fortement que ces mêmes seuils ne soient pas utilisés pour ouvrir des classes là où ce serait nécessaire.

D'autre part, la carte scolaire du 13 proposée dessine les contours de la mise en place des PAS. Nous voudrions rappeler ici notre opposition à ces dispositifs qui ne répondent en rien aux besoins de l'école inclusive.

La carte scolaire départementale met aussi en avant une création d'un dispositif ULIS pour deux fermetures. Alors que l'école inclusive est largement carencée, nous sommes extrêmement surpris.es par cette décision. Nous vous demandons donc, M. le Directeur Académique, de nous faire état des notifications du département.

Nous étions en grève et massivement dans la rue, dans un mouvement intersyndical et au côté des familles, ce mois de mars pour porter nos revendications. Même si les vents étaient particulièrement violents dans les rues du département lors des dernières manifestations, contre vents et marées, la FSU-SNUipp 13 reste combative pour la défense de notre chère école publique....